

### Définition et mesure

Cet indicateur mesure le degré de confiance des individus dans les institutions politiques (gouvernement et Parlement) et les administrations publiques du pays où ils résident. Les données sur ces variables sont tirées de la vague 1999-2004 de la *World Values Survey*, qui demande aux individus dans quelle mesure ils font confiance à un certain nombre d'organisations, les réponses étant groupées en quatre catégories (tout à fait confiance, assez confiance, peu confiance et pas du tout confiance). Les indicateurs présentés ici se rapportent aux répondants qui disent avoir « tout à fait » ou « assez confiance » dans le gouvernement, le Parlement et le secteur public, en pourcentage de tous les répondants.

La petite taille de l'échantillon ainsi que d'autres caractéristiques de l'enquête peuvent affecter la comparaison des données entre les pays. Cette section présente aussi des données sur les tendances de la satisfaction des individus quant au fonctionnement de la démocratie dans leur pays. Ces données sont tirées de différentes enquêtes, décrites dans OCDE (2005). L'indicateur utilisé se rapporte au pourcentage de répondants qui sont « très » ou « assez » satisfaits du processus démocratique.

La confiance dans les institutions politiques est capitale pour la stabilité des sociétés et pour le fonctionnement de la démocratie; en même temps, elle détermine la volonté des gens de coopérer à la réalisation des objectifs collectifs et au financement des biens publics (Meikle-Yaw, 2006). Le niveau de confiance des citoyens dans diverses entités publiques varie beaucoup selon les pays de l'OCDE (graphique CO6.1). En moyenne, pour 24 pays de l'OCDE, au début des années 2000, 38 % des individus déclaraient avoir très confiance dans le Parlement, avec des pourcentages plus élevés en Espagne, en Islande, au Luxembourg, en Norvège, aux Pays-Bas et en Suède et plus faibles en Australie, en Corée, au Japon, au Mexique et en République tchèque. Une proportion très légèrement inférieure de répondants, sur 17 pays de l'OCDE, ont déclaré faire très confiance à leur gouvernement, avec des proportions plus faibles en Nouvelle-Zélande, en Allemagne, en Australie, en République tchèque et en Corée et plus fortes en Suède, en République slovaque, en Espagne, en Suisse et en Turquie.

Les différences entre pays sont importantes aussi lorsqu'on considère l'opinion que se font les individus du fonctionnement du secteur public – qui est en contact étroit avec les citoyens dans son fonctionnement quotidien. Environ 44 % des citoyens de l'OCDE disent faire très confiance au secteur public, avec des pourcentages plus faibles en Grèce, au Japon, au Mexique et en République tchèque et plus élevés en Turquie, en Corée, au Luxembourg et en Irlande. Dans la majorité des pays de l'OCDE, les citoyens disent avoir plus confiance dans le secteur public que dans le gouvernement, les principales exceptions étant la République tchèque, le Mexique, la Pologne et la Nouvelle-Zélande. Le secteur public joue un rôle clé dans la société : lorsque les citoyens lui font peu confiance, cela peut

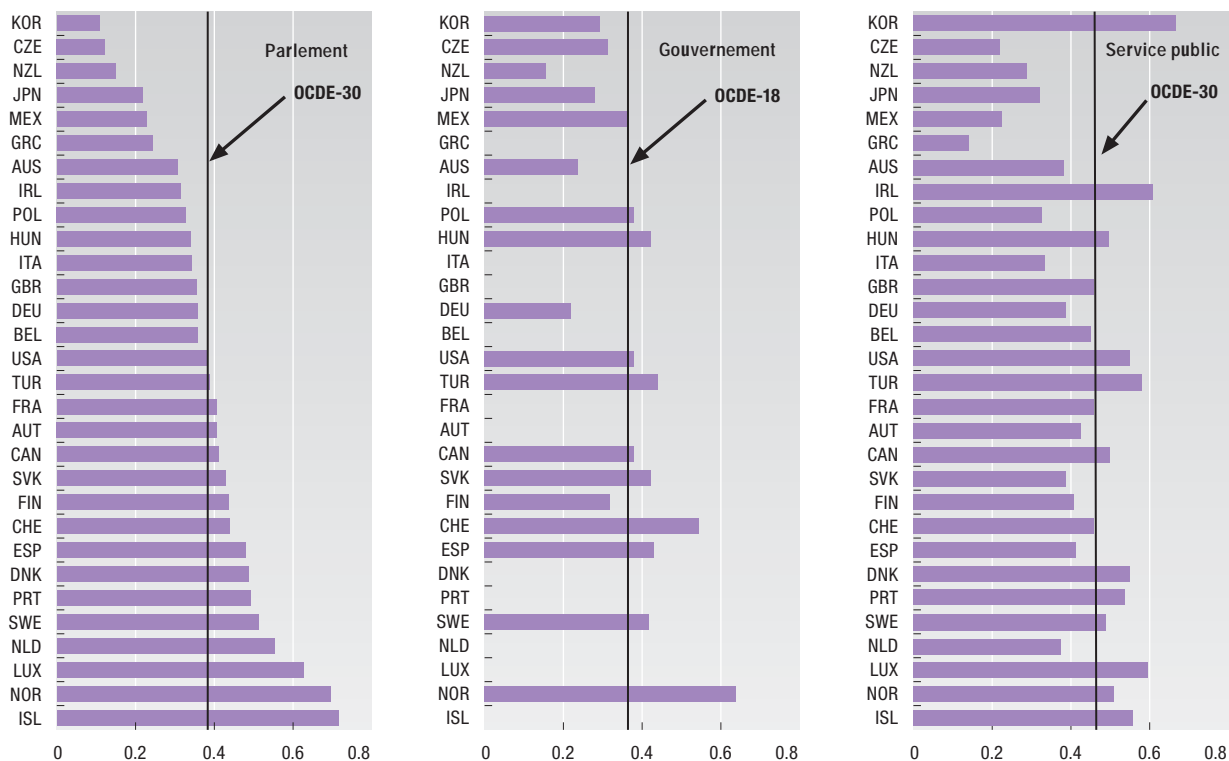
se traduire par un mécontentement vis-à-vis de l'action publique et de tout le processus politique. Les réformes mal conçues peuvent aussi saper la confiance des citoyens dans le secteur public. Bien qu'il ne semble pas exister de lien direct entre les performances du secteur public et le jugement subjectif des citoyens (OCDE, 2005) montre qu'un niveau élevé de confiance dans le secteur public va de pair avec un niveau élevé de confiance dans le Parlement.

Il est plus difficile de juger de l'évolution au fil du temps de la confiance des citoyens dans les institutions politiques. Le débat s'est beaucoup focalisé sur le rôle de la modernisation, certains auteurs suggérant que la diffusion de l'information et l'élévation du niveau d'instruction des citoyens ont pu abaisser le niveau de confiance dans le gouvernement. Cependant, les tendances de la satisfaction des citoyens ne témoignent guère d'un déclin général de la satisfaction à l'égard de la démocratie (graphique CO6.2). Cela dit, les différences entre pays sont importantes : la satisfaction à l'égard du fonctionnement de la démocratie s'est affaiblie au Japon, et plus récemment aux Pays-Bas; cette satisfaction est faible en Italie, mais s'améliore; des niveaux élevés de satisfaction ont été enregistrés au Danemark et dans les autres pays nordiques. Plus généralement, les citoyens demandent souvent à participer davantage aux affaires publiques. En réponse à ces demandes, les gouvernements de plusieurs pays de l'OCDE ont mis en place des réformes visant à rendre le secteur public plus ouvert, plus transparent et plus orienté vers le client.

**Indicateurs de l'état de la société :** Vote (CO1), Satisfaction à l'égard de l'existence (CO7).

## CO6.1. Moins de la moitié des citoyens de l'OCDE disent faire très confiance à différentes institutions publiques

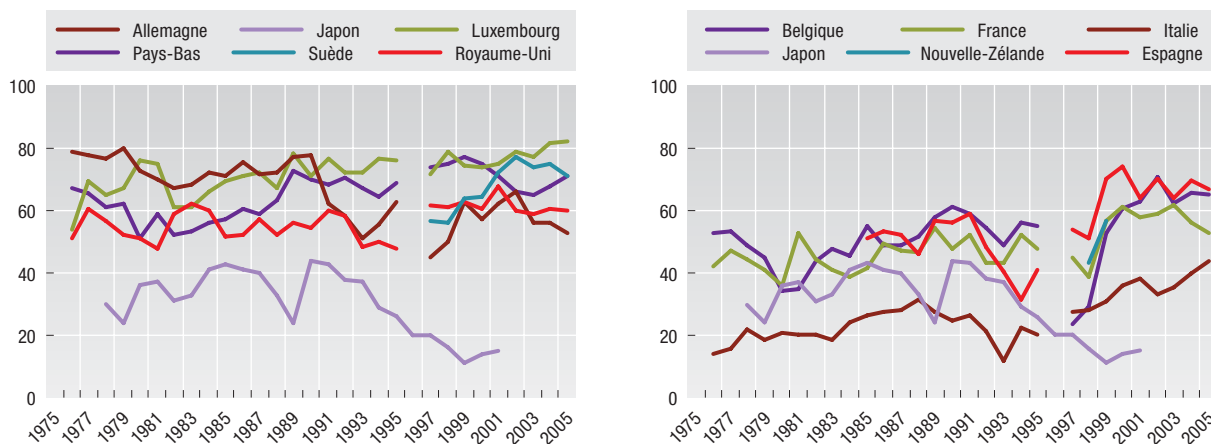
Proportion des personnes interrogées déclarant avoir très confiance dans différentes entités au début des années 2000



Source : Données tirées de la World Values Survey, vague 1999-2004. Pour l'Australie, la Norvège, la Nouvelle-Zélande et la Suisse, les données se rapportent à la vague 1994-1999.

## CO6.2. Pas de baisse généralisée de la satisfaction à l'égard de la démocratie

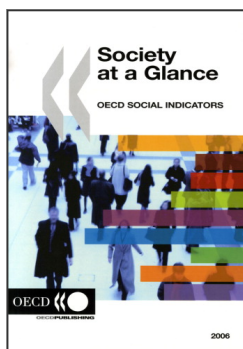
Pourcentage des personnes interrogées étant « très » ou « assez » satisfaites du processus démocratique, 1975-2005



Source : Les données relatives aux pays européens sont tirées des enquêtes de l'Eurobaromètre; les données relatives au Japon, de sources nationales, se rapportent au pourcentage de personnes interrogées satisfaites des hommes politiques. Pour plus de précisions, voir OCDE (2005), « Données sur la confiance dans le secteur public », Réunion du Comité de la gouvernance publique au niveau ministériel, OCDE, Paris, 27-28 novembre.

StatLink : <http://dx.doi.org/10.1787/020765758801>

**Pour en savoir plus** ■ Meikle-Yaw, P.A. (2006), « Democracy Satisfaction: The Role of Social Capital and Civic Engagement in Local Communities », Department of Sociology, Anthropology, and Social Work, Mississippi State University.



Extrait de :  
**Society at a Glance 2006**  
OECD Social Indicators

Accéder à cette publication :  
[https://doi.org/10.1787/soc\\_glance-2006-en](https://doi.org/10.1787/soc_glance-2006-en)

**Merci de citer ce chapitre comme suit :**

OCDE (2007), « Confiance dans les institutions politiques », dans *Society at a Glance 2006 : OECD Social Indicators*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: [https://doi.org/10.1787/soc\\_glance-2006-35-fr](https://doi.org/10.1787/soc_glance-2006-35-fr)

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document et toute carte qu'il peut comprendre sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

Vous êtes autorisés à copier, télécharger ou imprimer du contenu OCDE pour votre utilisation personnelle. Vous pouvez inclure des extraits des publications, des bases de données et produits multimédia de l'OCDE dans vos documents, présentations, blogs, sites Internet et matériel d'enseignement, sous réserve de faire mention de la source OCDE et du copyright. Les demandes pour usage public ou commercial ou de traduction devront être adressées à [rights@oecd.org](mailto:rights@oecd.org). Les demandes d'autorisation de photocopier une partie de ce contenu à des fins publiques ou commerciales peuvent être obtenues auprès du Copyright Clearance Center (CCC) [info@copyright.com](mailto:info@copyright.com) ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC) [contact@cfcopies.com](mailto:contact@cfcopies.com).